

Pourquoi la droite veut liquider la Révolution Française

* * *

L'égalité Une insupportable conquête

Un dossier de réflexion paru dans « l'humanité dimanche » du 11 au 17 juillet 2013

En 1793, sous l'impulsion de Robespierre, la République fait de l'égalité et de la justice le cœur de la Révolution. Des concepts insupportables pour la droite qui déchaîne sa haine à l'encontre de la Révolution et de l'Incorruptible, accusés d'avoir précédé les totalitarismes.

« **L**'histoire est une passion française », titrent régulièrement les journaux. Et force est de constater que les programmes à caractère historique font le plein d'audience à la télévision. Cet engouement populaire a fait de l'histoire un enjeu de la bataille d'idées. Et la droite y est particulièrement en pointe. L'instrumentalisation de l'histoire fait partie de son arsenal idéologique. On se souvient de Sarkozy et de son offensive pour installer, écrivait alors le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, « l'histoire qui revalorise la lignée des grands hommes, là où le nouveau président viendrait tout naturellement s'inscrire avec la ferme intention d'écrire (avec tous les Français) une nouvelle page de notre histoire ». Jusqu'à la tentative de récupération de Guy Môquet, ce jeune résistant communiste fusillé à 17 ans, le 22 octobre 1941. « Qu'il fût militant communiste devient donc strictement anecdotique dans cette mise en scène de l'histoire, puisqu'il ne s'agit que de puiser les attributs qui pourront confirmer la continuité de la mission providentielle du nouveau président : tout donner à cette "grande, belle et vieille nation" », ajoute le collectif d'historiens.

Une réécriture d'un roman national réalisée également au nom de la « défense de l'identité nationale ». Comme l'offensive, récurrente à chaque rentrée scolaire, sur les programmes d'histoire-géographie en prétendant que ceux-ci ne font plus « aimer la France ». Une offensive portée notamment par « le Figaro Magazine » avec des dossiers comme celui intitulé « Qui veut casser l'histoire de France? », en août 2012, soutenant la vision de Jean Sévillia, qui affirme que l'enseignement de l'histoire doit participer au retour du « roman national » qui unifierait la nation en démontrant « les continuités qui caracté-

risent la France, communauté réunie autour d'un État, monarchique puis républicain, du Moyen Âge à nos jours ». Une ligne que porte avec acharnement le magazine, « le Figaro Histoire ».

Reste cependant que, dans cette bataille idéologique de la droite sur l'histoire, la Révolution française tient une place particulière et, au cœur de la Révolution, les années 1792, 1793 et 1794, ainsi que la figure de Robespierre. Au point qu'aujourd'hui, le seul fait de dire que « Robespierre et ses amis ne sont pas des tyrans sanguinaires » suffit pour être taxé par la droite d'antidémocratique, comme cela a été le cas lors du débat au Conseil de Paris sur la proposition du Front

« La première loi sociale est celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister. »

ROBESPIERRE, 2 DÉCEMBRE 1792

de gauche de baptiser une rue du nom de Robespierre (voir page 87). Déjà François Furet avait tracé une filiation entre les totalitarismes et la terreur révolutionnaire, allant même jusqu'à expliquer que cette dernière était consubstantielle au projet révolutionnaire et l'essence même de la révolution démocratique. Jean Sévillia affirme, lui, qu'« une même chaîne sanglante relie Robespierre, Lénine, Staline et Hitler ». Et ressort le prétendu génocide vendéen, dont l'avantage est de faire résonance avec celui des juifs par les nazis. À la fois sous la forme d'une proposition de loi visant à sa reconnaissance, présentée conjointement par des députés UMP et FN le 16 janvier 2013, mais aussi sous forme de cette émission, diffusée sur France 3, intitulée « Robespierre bourreau de la Vendée? », où le point d'interrogation n'a pour seule fonction que de laisser croire que ce ne serait pas qu'un réquisitoire contre l'Incorruptible. L'argument du « génocide vendéen » permet également de dénoncer une « histoire officielle »

qui occulterait cet épisode de la Révolution française au nom d'un « historiquement correct » « mémoricide ». Il est cocasse de constater que ceux qui portent ces arguments sont pourtant ceux qui ont le plus accès aux médias. À commencer par Lorant Deutsch et son « Métronome » (déjà adapté sur la télévision publique), l'acteur pour qui, en coupant la tête du roi, « on a tourné le dos à beaucoup de nos racines ».

Cette haine de la Révolution française – et de Robespierre –, cette volonté de la discréditer à un objectif politique. La Révolution et les années 1793 et 1794 sont les moments où, pour la première fois, on tente de construire la nation sur des principes d'égalité et de justice en faisant de celle-ci le bouclier des plus fragiles et des plus faibles. Avec des mesures très concrètes, comme la fixation d'un maximum pour les prix et les salaires, en posant des principes dans la « Déclaration des droits de l'homme » de 1793 limitant le droit à la propriété et en ins-

taurant une progressivité de l'impôt. « Quel moyen plus sûr d'encourager la cupidité et de la dégager de toute espèce de frein que de poser en principe que la loi n'a pas même le droit de la surveiller, de lui imposer les plus légères entraves? Que la seule règle qui lui soit prescrite, c'est le pouvoir de tout oser impunément? Que dis-je? Tel est le degré de perfection auquel cette théorie a été portée, qu'il est presque établi que les accapareurs sont impeccables; que les monopoleurs sont les bienfaits de l'humanité; que, dans les querelles qui s'élèvent entre eux et le peuple, c'est le peuple qui a toujours tort. (...) Dans ce système, tout est contre la société; tout est en faveur des marchands de grains. (...) Quel est le premier objet de la société? C'est de maintenir les droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits? Celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là. (...) », disait Robespierre à la tribune, le 2 décembre 1792. C'est cela que la droite veut guillotiner. ★

STÉPHANE SAHUC
ssahuc@humadimanche.fr



L'historien Guillaume Mazeau a participé à l'ouvrage collectif « Pour quoi faire la Révolution » (1), qui explore la dimension de laboratoire politique de la Révolution, où s'est expérimentée une République des égaux. L'expérience républicaine fut avant tout celle d'une participation populaire inédite. Voilà, bien sûr, la véritable explication de la haine que lui porte la droite... depuis toujours!

HD. Pourquoi une telle haine à droite vis-à-vis de Robespierre et des autres figures « montagnardes » de la Révolution comme Marat, Saint-Just, etc. ?

GUILLAUME MAZEAU. Pour la droite et une majorité de la gauche, pour beaucoup de Français, Robespierre et, dans une moindre mesure, Marat et Saint-Just sont de véritables lieux de mémoire. Stigmatisés de leur vivant, ces hommes ont vite été réduits à des stéréotypes qu'il est toujours extrêmement difficile de discuter sans être aussitôt suspecté de vouloir les réhabiliter. En somme, les historiens se retrouvent encore piégés par la légende noire de la Terreur, ce mythe construit à l'été 1794 par une partie des Montagnards pour se débarrasser de Robespierre et de ses proches, ainsi que pour modérer la Révolution. Facile à retenir, simplifiant la grande complexité des années 1793-1794, coïncidant avec les clichés déjà diffusés par les contre-révolutionnaires de toute l'Europe, cette expression s'est imposée au fil du temps pour symboliser une soi-disant exception de l'expérience révolution-

La réaction contre la Révolution: Une vieille histoire

naire française: celle-ci se serait soldée par une période de deux ans, caractérisée par une dictature personnelle et centralisée, par une violence d'État due à l'idéologie « jacobine ».

HD. Qui sont les principaux avatars de cette offensive de droite contre la Terreur et Robespierre ?

G. M. Depuis deux cents ans, la Terreur est un marqueur politique assez important. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la grande majorité de la droite catholique et monarchiste diabolise la Révolution dans son ensemble. Ses historiens comme Louis de Bonald, Joseph de Maistre, Lamennais ou Ballanche fustigent 1789 et surtout 1793 au nom de la défense de la royauté et de la religion catholique. Même pour les libéraux comme Guizot ou Thiers et pour les bonapartistes, acquis aux valeurs de 1789, Robespierre et la Terreur incarnent l'erreur d'une Révolution qui aurait dû rester plus modérée et moins sociale. Lorsque s'ouvre le XX^e siècle, la situation a changé: en majorité, les droites acceptent désormais l'héritage politique de la Révolution sous sa forme républicaine et libérale mais rejettent toujours vio-

lemment la Terreur. La fondation de l'Action française (1908), la montée d'une nouvelle extrême droite dans les années 1930 et la mise en place du régime de Vichy (1940-1944) n'arrangent guère les choses. Les livres de Lenôtre, Louis Madelin ou Pierre Gaxotte réussissent à diffuser au sein du grand public les clichés inventés bien avant eux. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, si les droites reviennent de plus en plus librement

Depuis la Révolution, c'est la place du peuple qui constitue la principale ligne de faille entre « la » droite et « la » gauche.

l'héritage révolutionnaire, notamment autour du gaullisme et de son héritage, leurs franges extrêmes continuent, sous de nouvelles formes, à perpétuer les anciens clichés. Elles propagent même de nouvelles légendes, comme le « génocide vendéen », inventé au début des années 1980.

HD. Quelle idée de la nation défendent-elles ?

G. M. Depuis deux cents ans, les droites ont défendu des idées tellement différentes de la nation qu'il est

impossible de les unifier artificiellement. Globalement, il est cependant possible de dire qu'à long terme, c'est la place du peuple qui constitue la principale ligne de faille entre « la » droite et « la » gauche.

HD. D'ailleurs quel a été le vrai rôle de Robespierre dans les massacres de la Terreur ?

G. M. Robespierre n'a joué aucun rôle personnel dans les massacres de masse perpétrés dans les années 1793

et 1794, marquées par la guerre extérieure et la guerre civile. Cependant, parce qu'il fut l'un des hommes centraux du gouvernement et qu'il connaissait la réalité de ce qui se déroulait en Vendée, il peut être tenu pour l'un des responsables des violences commises. Partisan de la dictature collective et provisoire de Salut public, Robespierre est également l'un des responsables des nombreuses exécutions politiques (plus de 25 000).

HD. Il semble que ça soit un très vieux combat, comment expliquer une telle ténacité ? Comment cette haine, cette lecture de la Révolution française se transmettent-elles ?

G. M. Je pense que, contrairement à ce



Ces miliciens pétainistes, incarnent la haine de la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité » au profit de « Travail, Famille, Patrie ».

que l'on croit, le « roman national » propagé sous la III^e République a toujours été efficacement concurrencé par des histoires concurrentes, que celles-ci aient été religieuses, monarchistes, nobiliaires ou régionales et qui ont réussi, en dehors de l'école publique, à présenter la Révolution comme une erreur ou un cataclysme. La question de la vulgarisation me semble essentielle : alors que les historiens universitaires, majoritairement républicains, souvent de gauche, peinent depuis longtemps à partager leur savoir, leurs concurrents ont au contraire parfaitement su parler au grand public. Au XX^e siècle, l'ouvrage le plus lu sur la Révolution, ce n'est ni le Soboul, ni le Vovelle, mais « le » Gaxotte, un livre parfaitement érudit et très bien écrit, mais d'inspiration clairement monarchiste.

HD. La position de la gauche sur cette question est-elle claire ?

G. M. Non, c'est le moins que l'on puisse dire. Contrairement à ce que l'on a prétendu, il est strictement impossible d'amalgamer les voix de gauche dans une même école « classique », voire « jacobine ». Alors qu'à la fin du XIX^e siècle, Clemenceau affichait la volonté des radicaux d'accepter le legs révolutionnaire dans sa totalité (« la Révolution est un bloc »), de nombreux courants de la gauche ont, pour des raisons très différentes, combattu certaines valeurs de la Révolution. Comme l'a montré Jean-Numa Ducange, les anarchistes, les tenants de la Première Internationale (1864) ou les communards (1871) ont ainsi violemment proclamé leur haine du jacobinisme, identifié à l'étatisme centralisateur ou au parlementarisme. Entre les années 1960 et 2000, la légende noire de la Terreur a plutôt été revivifiée par les mouvements antitotalitaires et la « deuxième gauche », dont François Furet est l'exemple le plus connu. ★

PROPOS RECUEILLIS PAR QUENTIN CORZANI

(1) Guillaume Mazeau est maître de conférences en histoire moderne à l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF).



« **Pourquoi faire la Révolution** », Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Régent et Pierre Serne. Éditions Agone, 2012, 15 euros.

COMMENT LA DROITE VEUT RÉHABILITER LOUIS XVI

Exit la bonne Révolution de 1789 et la mauvaise de 1793, pour les « intellectuels » de droite, dont Lorant Deutsch, tout est à jeter hormis Louis XVI, présenté en réformateur incompris. Une tentative de réhabilitation qui, comme l'expliquent les historiens William Blanc, Aurore Chéry et Christophe Naudin (1), vise à faire passer un message : « Il faut accepter les réformes, toutes les réformes ou bien la révolution guette et, bien sûr, elle est intrinsèquement mauvaise. »

On avait eu le duc de Chaulieu chez Balzac : « En coupant la tête à Louis XVI, la Révolution a coupé la tête à tous les pères de famille ». On avait eu Renan : « Le jour où la France coupa la tête à son roi, elle commit un suicide. » On a aujourd'hui la version involontairement burlesque de Lorant Deutsch : « Pour moi, l'histoire de notre pays s'est arrêtée en 1793, à la mort de Louis XVI. Cet événement a marqué la fin de notre civilisation, on a coupé la tête à nos racines et depuis on les cherche. » Mais si au temps du bicentenaire de la Révolution, la droite pouvait encore consentir à distinguer un bon 1789 d'un mauvais 1793, pour Deutsch, elle n'est qu'une agitation populaire dangereuse et gratuite dès avant la prise de la Bastille. En cela, il ne fait que rejoindre un discours sur la Révolution qui s'est popularisé dans les médias dans les années 2000. Il faut dire que les vieilles lunes sur « la Terreur, matrice des totalitarismes » parlaient beaucoup moins aux générations nées après la chute du mur de Berlin.

L'un des angles d'attaque désormais privilégié consiste notamment à revaloriser Louis XVI. Longtemps méprisé, bien souvent même plus à droite qu'à gauche parce que jugé responsable de la Révolution en raison de sa prétendue faiblesse, il s'est récemment changé en héros de fictions sur le service public (« l'Évasion de Louis XVI », Arnaud Ségnac, 2009, « Louis XVI, l'homme qui ne voulait pas être roi », Thierry Binisti, 2011, diffusés sur France 2). Roi compétent et intelligent, il devient dès lors la victime de privilégiés incapables d'accepter les réformes nécessaires à la France. Le message pour le présent est clair : il faut accepter les réformes, toutes les réformes ou bien la révolution guette et, bien sûr, elle est intrinsèquement mauvaise. Pour nous le rappeler, la théorie du « génocide vendéen » fait toujours florès. Défendue par Deutsch dans deux interviews (en 2009 et 2012), elle a notamment fait l'objet d'un projet de loi présenté par le FN et la droite populaire en janvier dernier. La question de la guerre civile est systématiquement occultée par ses partisans qui ne songent qu'à faire équivaloir les massacres vendéens à l'extermination des juifs. Cette « théorie » est de plus en plus diffusée dans les médias. Évidemment, ça n'est guère étonnant



Lorant Deutsch, auteur du « Métronomie », réécrit une histoire de France à la gloire des rois et des saints. Dans ce succès d'édition, paru en 2009, la Révolution est condamnable dès avant 1789 et la prise de la Bastille.

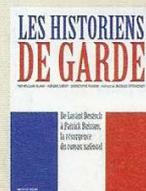
chez un Jean Sévillia (collaborateur du « Figaro Histoire », et auteur entre autres d'un « Historiquement correct » où la Révolution est l'une de ses cibles principales). En revanche,

on peut s'inquiéter quand un Franck Ferrand, sur une émission du service public (« l'Ombre d'un doute », France 3), fait également la promotion de cette théorie, même si l'n'emploie pas le terme « génocide », dans un documentaire (« Robespierre, bourreau de la Vendée ? »), dont le montage est un exemple de manipulation et de contrevérités.

Si ce genre de discours bénéficie toujours d'un certain écho dans le public, c'est aussi que la réponse de la gauche n'est souvent pas appropriée. Au contraire, il arrive trop souvent qu'elle adopte un discours « inverse », mais tout autant contestable d'un point de vue historique. Il ne s'agit donc pas de substituer un récit de gauche à un récit de droite mais de rappeler que toute révolution est un phénomène complexe et que nombre d'historiens travaillent à en offrir une compréhension nuancée. La dimension de lutte des classes ne saurait être gommée mais elle ne peut pas en constituer l'unique grille de lecture sous peine de sacrifier à une vision

réductrice et contre-productive. ★

(1) William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Naudin, auteurs de « **les Historiens de garde. De Lorant Deutsch à Patrick Buisson, la résurgence du roman national** ». Éditions Inculte, essai.



DISCOURS DE L'INCORRUPTIBLE CONTRE LA PROPRIÉTÉ SANS LIMITE

« J'ai demandé la parole, dans la dernière séance, pour proposer quelques articles additionnels importants qui tiennent à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Je vous proposerai d'abord quelques articles nécessaires pour compléter votre théorie sur la propriété: que ce mot n'alarme personne. Âmes de boue! qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors, quelque impure qu'en soit la source. Vous devez savoir que cette loi agraire, dont vous avez tant parlé, n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles.

(...)

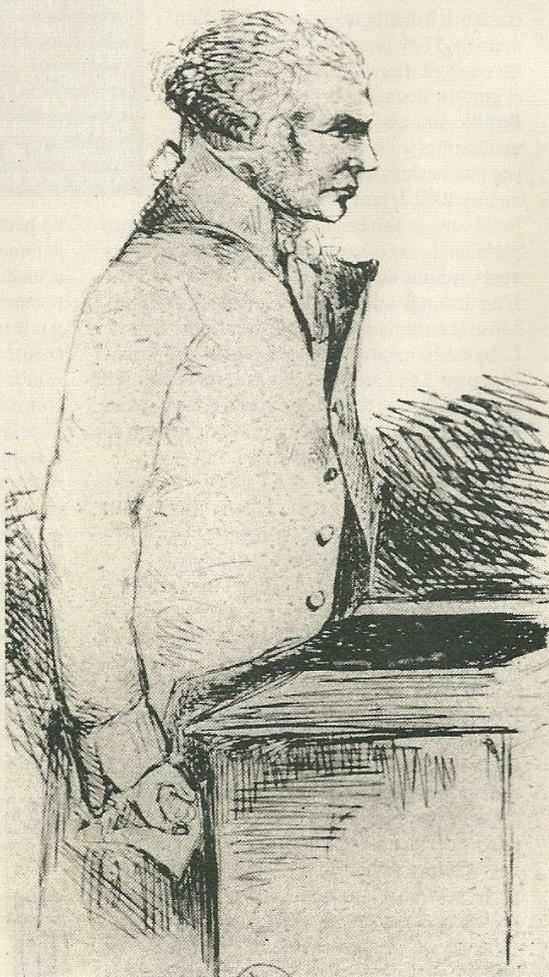
Posons donc de bonne foi les principes du droit de propriété: il le faut d'autant plus, qu'il n'en est point que les préjugés et les vices des hommes aient cherché à envelopper de nuages épais.

Demandez à ce marchand de chair humaine ce que c'est que la propriété: il vous dira, en vous montrant cette longue bière, qu'il appelle un navire, où il a encaissé et ferré des hommes qui paraissent vivants: voilà mes propriétés, je les ai achetées tant par tête. Interrogez ce gentilhomme, qui a des terres et des vassaux, ou qui croit l'univers bouleversé depuis qu'il n'en a plus; il vous donnera de la propriété des idées à peu près semblables.

Interrogez les augustes membres de la dynastie capétienne; ils vous diront que la plus sacrée de toutes les propriétés est, sans contredit, le droit héréditaire, dont ils ont joui de toute antiquité, d'opprimer, d'avilir et de pressurer légalement et monarchiquement les 25 millions d'hommes qui habitaient le territoire de la France sous leur bon plaisir.

Aux yeux de tous ces gens-là, la propriété ne porte aucun principe de morale. Pourquoi votre Déclaration des droits semble-t-elle présenter la même erreur? En définissant la liberté, le premier des biens de l'homme, le plus sacré des droits qu'il tient de la nature, vous avez dit avec raison qu'elle avait pour borne les droits d'autrui; pour-

Robespierre, dans son discours à la Convention sur la nouvelle Déclaration des droits de l'homme le 24 avril 1793, pose deux principes toujours modernes: limiter le droit de propriété et assurer la nécessaire progressivité de l'impôt en fonction de la fortune. Une rupture avec la Déclaration des droits de l'homme de 1789 qui, pour l'incorruptible, « paraît faite non pour les hommes, mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et pour les tyrans ».



ALBERT HARLINGUE/ROGER-VOLLET

quoi n'avez-vous pas appliqué ce principe à la propriété, qui est une institution sociale; comme si les lois éternelles de la nature étaient moins inviolables que les conventions des hommes? Vous avez multiplié les articles pour assurer la plus grande liberté à l'exercice de la propriété, et vous n'avez pas dit un seul mot pour en déterminer le caractère légitime; de manière que votre Déclaration paraît faite, non pour les hommes, mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et pour les tyrans. Je vous propose de réformer ces vices en consacrant les vérités suivantes:

Art. 1^{er}. La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi.

Art. 2. Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

Art. 3. Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables.

Art. 4. Toute possession, tout trafic qui viole ce principe est illicite et immoral.

Vous parlez aussi de l'impôt pour établir le principe incontestable qu'il ne peut émaner que de la volonté du peuple ou de ses représentants; mais vous oubliez une disposition que l'intérêt de l'humanité réclame. Vous oubliez de consacrer la base de l'impôt progressif. Or, en matière de contributions publiques, est-il un principe plus évidemment puisé dans la nature des choses et dans l'éternelle justice que celui qui impose aux citoyens l'obligation de contribuer aux dépenses publiques progressivement selon l'étendue de leur fortune, c'est-à-dire selon les avantages qu'ils retirent de la société.

Je vous propose de le consigner dans un article conçu en ces termes:

« Les citoyens dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance doivent être dispensés de contribuer aux dépenses publiques; les autres doivent le supporter progressivement, selon l'étendue de leur fortune. (...) »

Robespierre. Prononcez ce nom... ils tremblent

219 ans après sa mort, il suffit de prononcer le nom d'un homme pour effrayer encore la droite. Quel homme? Robespierre. Les trois syllabes de ce nom résonnent toujours à l'oreille des thermidoriens du XXI^e siècle, comme les trois coups frappés au théâtre avant que le rideau ne se lève et ne glace un public mondain attendant un spectacle terrifiant. Ro-bes-pierre! Quand l'homme de droite en parle, dans sa bouche tordue, ce nom devient un juron.

La haine de Robespierre est le thermomètre de la sottise de la droite, variant selon les saisons. Quand la température politique monte, elle augmente. Jean-François Copé, le président de l'UMP, s'est spécialisé dans cette détestation, ainsi que celle de la Révolution qui, selon lui, « a fait beaucoup de mal et a fracturé la société, elle a désappris aux Français le goût de l'effort ». Fin 2012, à des militants UMP, il a présenté ainsi la politique de François Hollande: « Le matraquage fiscal qu'il impose au forceps (...) se double d'un processus de stigmatisation systématique des catégories de Français les unes après les autres. Vieille technique de gauche qui rappelle le Robespierre d'autrefois: on décapite d'abord, on discute après. » Constatant. On retrouve aussi ce « Robespierre bashing » dans des journaux. Quand l'onde de choc de « l'affaire



Pierre Lellouche, député UMP de Paris, s'est opposé à une rue Robespierre à Paris sous prétexte « qu'honorer sa mémoire serait manifester une étrange et inquiétante complaisance avec la tyrannie ». Le même défendait la dictature de Ben Ali en Tunisie.

AFP PHOTO / MIGUEL MEDINA

Cahuzac » provoque une volonté de contrôle populaire des élus, « le Point » dénonce « les grands moralisateurs, les chantres de l'épuration, les nouveaux Robespierre, voire les néo-Khmers rouges ». On pourrait ainsi multiplier les exemples, puisés ici ou là, dans des discours et articles.

Mais quelle est l'origine de cette haine? Et quelle en est la fonction? L'objet de cet article n'est pas de démonter les nombreux mensonges des

« Ce que reproche en réalité la droite de 2013 à Robespierre est qu'il fut un pionnier du partage des richesses ».

assassins de Robespierre et de leurs héritiers, réussissant à le transformer aux yeux de l'opinion en un tyran sanguinaire, unique responsable de la Terreur. Sous le poids de cette propagande, il s'est sculpté une « légende noire » lui attribuant tous les moments sombres de la Révolution française.

En réponse, il faut affirmer que jamais il n'y eut de dictature de Robespierre, ni même du comité de Salut public, qui était un « gouvernement révolutionnaire » collégial et révo-

d'un régime totalement parlementaire et, en 1794, la Convention discutait et validait toutes les décisions importantes. Elle était libre à tout moment de changer la composition des comités. Quant à « la Terreur », terme ambigu historiquement, elle ne peut être mise que sur son compte. Il s'agit d'un ensemble de mesures d'exception votées à l'unanimité de la Convention, que Robespierre juge « inséparables de la vertu », et appliquées dans un moment particulièrement difficile. Sans elle, nul doute que le pays aurait été dépecé par les coalisés et occupé, et la République balayée.

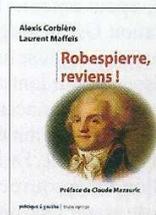
Ce que reproche en réalité la droite de 2013 à Robespierre est qu'il fut un pionnier du partage des richesses. Dès 1789, il intervint à l'Assemblée en refusant tous les traitements sécuritaires des émeutes de la faim et appelant « à remonter à la source du mal, à découvrir pourquoi le peuple meurt de faim, plutôt que l'égorger quand il s'attroupe ». En 1790, il défend « la propriété du peuple ». En 1792, il développe une critique de la liberté du commerce et affirme le droit à l'existence comme le premier des droits de l'homme. Pour lui, « toute spéculation mercantile qui se fait aux dépens de la vie de son sem-

blable n'est point un trafic, c'est un brigandage et un fratricide ». En 1793, il proclame: « Les dangers intérieurs viennent des bourgeois; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple. » En 1794, il affirme: « Quand l'intérêt des riches sera-t-il confondu avec celui du peuple? Jamais! » C'est ce Robespierre-là, l'Incorruptible, sensible à la question sociale, que déteste encore la droite. Pour elle, cette dimension de la Révolution française, si brûlante d'actualité, doit être effacée ou calomniée.

Mais il est encore un autre enjeu, récent, pour la droite copéiste, de salir Robespierre. Il vise le Front de gauche. Plusieurs fois, le président de l'UMP a placé un signe égal entre les hommages et références de Jean-Luc Mélenchon à Robespierre, et ceux que Jean-Marie Le Pen a rendus à Robert Brasillach, écrivain antisémite et collaborateur. Pour Jean-François Copé, Robespierre et Brasillach sont une seule et même chose, aussi détestables l'un que l'autre. Cette honteuse assimilation, comparant jacobin et nazi, lui permet par la suite de dire que, finalement, faire alliance avec le FN n'est pas plus condamnable que faire alliance avec le Front de gauche. Ainsi, il dédramatise le parti de M^{me} Le Pen et prépare l'avenir.

Derniers mots, le PS participe lui aussi à cette légende noire antirobepierriste, refusant par exemple qu'une rue porte son nom à Paris, ou utilisant aussi le nom de Robespierre comme une insulte. Peut-on lutter contre la droite en reprenant ses arguments? Pas possible. Mais, cela est une autre histoire... ★

ALEXIS CORBIÈRE



« Robespierre, reviens! » Éditions Bruno Leprince, préface de Claude Mazauric, coécrit avec Laurent Mafféïs.

Paru en 1874, ce roman est l'occasion pour Hugo d'exposer sa réflexion sur la Révolution française et sa légitimité quelques années à peine après la Commune. L'ouvrage connaît un succès immédiat. 200 000 exemplaires avaient déjà été tirés en 1876 avant une nouvelle édition. Dans une description saisissante, Hugo donne l'ampleur et l'ambition transformatrice de la Convention : « Des onze mille deux cent dix décrets qui sont sortis de la Convention, un tiers a un but politique, les deux tiers ont un but humain. »

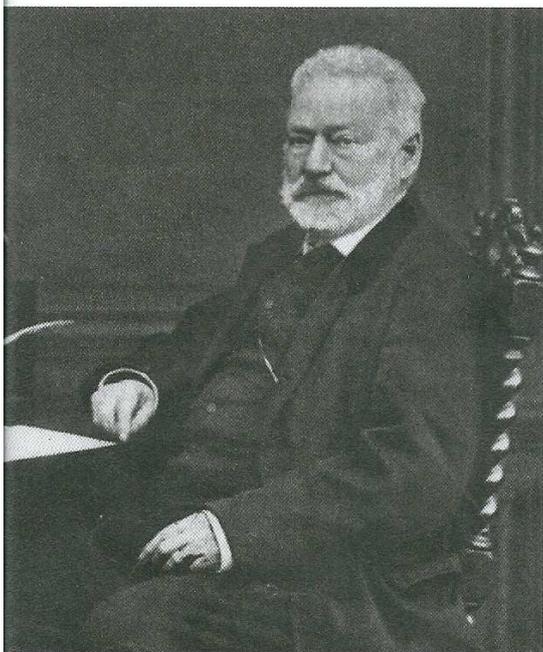


PHOTO 12

VICTOR HUGO : « La Convention est peut-être le point culminant de l'histoire. »

Nous approchons de la grande cime. Voici la Convention. Le regard devient fixe en présence de ce sommet. Jamais rien de plus haut n'est apparu sur l'horizon des hommes. Il y a l'Himalaya et il y a la Convention.

La Convention est peut-être le point culminant de l'histoire. Du vivant de la Convention, car cela vit, une assemblée, on ne se rendait pas compte de ce qu'elle était. Ce qui échappait aux contemporains, c'était précisément sa grandeur ; on était trop effrayé pour être ébloui. Tout ce qui est grand a une horreur sacrée. Admirer les médiocres et les colines, c'est aisé ; mais ce qui est trop haut, un génie aussi bien qu'une montagne, une assemblée aussi bien qu'un chef-d'œuvre, vus de trop près, épouvantent. Toute cime semble une exagération. Gravier fatigue. On s'esouffle aux escarpements, on glisse sur les pentes, on se blesse à des aspérités qui sont des beautés ; les torrents, en écumant, dénoncent les précipices, les nuages cachent les sommets ; l'ascension terrifie autant que la chute. De là plus d'effroi que d'admiration. On éprouve ce sentiment bizarre, l'aversion du grand. On voit les abîmes,

on ne voit pas les sublinités ; on voit le monstre, on ne voit pas le prodige. Ainsi fut d'abord jugée la Convention. La Convention fut toisée par les myopes, elle, faite pour être contemplée par les aigles. Aujourd'hui elle est en perspective, et elle dessine sur le ciel profond, dans un lointain se-rein et tragique, l'immense profil de la révolution française.

(...) La Convention est le premier avatar du peuple. C'est par la Convention que s'ouvrit la grande page nouvelle et que l'avenir d'aujourd'hui commença. (...)

En même temps qu'elle dégageait de la révolution, cette assemblée produisait de la civilisation.

En même temps qu'elle dégageait de la révolution, cette assemblée produisait de la civilisation. Fournaise, mais forge. Dans cette cuve où bouillonnait la terreur, le progrès fermentait. De ce chaos d'ombre et de cette tumultueuse fuite de nuages, sortaient d'immenses rayons de lumière parallèles aux lois éternelles. Rayons restés sur l'horizon, visibles à jamais dans le ciel des peuples, et qui sont, l'un la justice, l'autre la to-

lérance, l'autre la bonté, l'autre la raison, l'autre la vérité, l'autre l'amour. La Convention promulguait ce grand axiome : la Liberté du citoyen finit où la Liberté d'un autre citoyen commence ; ce qui résume en deux lignes toute la sociabilité humaine. Elle déclarait l'indigence sacrée ; elle déclarait l'infirmité sacrée dans l'aveugle et dans le sourd-muet devenus pupilles de l'État, la maternité sacrée dans la fille-mère qu'elle consolait et relevait, l'enfance sacrée dans l'orphelin qu'elle faisait adopter par la patrie, l'innocence sacrée dans l'accusé acquitté qu'elle indemnifiait. Elle flétrissait la traite des Noirs ; elle abolissait l'esclavage. Elle proclamait la solidarité civique. Elle décrétait l'instruction gratuite. Elle organisait l'éducation nationale par l'école normale à Paris, l'école centrale au chef-lieu, et l'école primaire dans la commune. Elle créait les conservatoires et les musées. Elle décrétait l'unité de code, l'unité de poids et de mesures, et l'unité de calcul par le système décimal. Elle fondait les finances de la France, et à la longue banqueroute monarchique elle faisait succéder le crédit public. Elle donnait à la circulation le télégraphe, à la vieillesse les hospices dotés, à la maladie les hôpitaux purifiés, à l'enseignement l'école polytechnique, à la science le bureau des longitudes, à l'esprit humain l'institut. En même

temps que nationale, elle était cosmopolite. Des onze mille deux cent dix décrets qui sont sortis de la Convention, un tiers a un but politique, les deux tiers ont un but humain. Elle déclarait la morale universelle base de la société et la conscience universelle base de la loi. Et tout cela, servitude abolie, fraternité proclamée, humanité protégée, conscience humaine rectifiée, loi du travail transformée en droit et d'onéreuse devenue secourable, richesse nationale consolidée, enfance éclairée et assistée, lettres et sciences propagées, lumière allumée sur tous les sommets, aide à toutes les misères, promulgation de tous les principes, la Convention le faisait, ayant dans les entrailles cette hydre, la Vendée, et sur les épaules ce tas de tigres, les rois. (...)

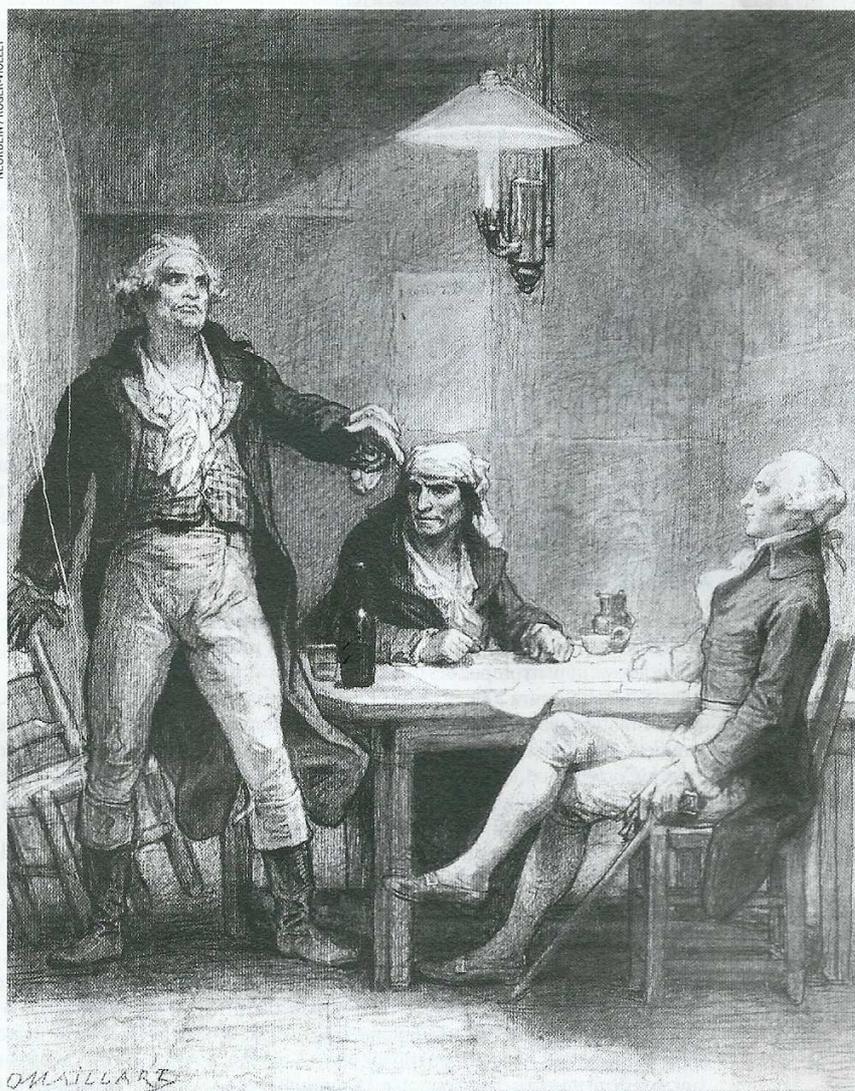
La Convention fut toisée par les myopes, elle, faite pour être contemplée par les aigles.

Être un membre de la Convention, c'était être une vague de l'Océan. Et ceci était vrai des plus grands. La force d'impulsion venait d'en haut. Il y avait dans la Convention une volonté qui était celle de tous et n'était celle de personne. Cette volonté était une idée, idée indomptable et démesurée qui soufflait dans l'ombre du haut du ciel. Nous appelons cela la Révolution. Quand cette idée passait, elle abattait l'un et soulevait l'autre; elle emportait celui-ci en écume et brisait celui-là aux écueils. Cette idée savait où elle allait, et poussait le gouffre devant elle. Imputer la révolution aux hommes, c'est imputer la marée aux flots. La révolution est une action de l'Inconnu. Appelez-la bonne action ou mauvaise action, selon que vous aspirez à l'avenir ou au passé, mais laissez-la à celui qui l'a faite. Elle semble l'œuvre en commun des grands événements et des grands individus mêlés, mais elle est en réalité la résultante des événements. Les événements dépensent, les hommes payent. Les événements dictent, les hommes signent. Le 14 juillet est signé Camille Desmoulins, le 10 août est signé Danton, le 2 septembre est signé Marat, le 21 septembre est signé Grégoire, le 21 janvier est signé Robespierre; mais Desmoulins, Danton, Marat, Grégoire et Robespierre ne sont que des greffiers. Le rédacteur énorme et sinistre de ces grandes pages a un nom, Dieu, et un masque, Destin. Robespierre croyait en Dieu. Certes! La Révolution est une forme du phénomène immanent qui nous presse de toutes parts et que nous appelons la Nécessité. Devant cette mystérieuse complication de bienfaits et de souffrances se dresse le Pourquoi? de l'histoire. Parce que. Cette réponse de celui qui ne sait rien est aussi la réponse de celui qui sait tout. En présence de ces catastrophes climatiques qui dévastent et vivifient la civilisation, on hésite à juger le détail. Blâmer ou louer les hommes à cause du résultat, c'est presque comme si on louait ou blâmait les chiffres à cause du total. Ce qui doit passer passe, ce qui doit souffler souffle. La sérénité éternelle ne souffre pas de ces aquilons. Au-dessus des

révolutions la vérité et la justice demeurent comme le ciel étoilé au-dessus des tempêtes.

Telle était cette Convention démesurée; camp retranché du genre humain attaqué par toutes les ténèbres à la fois, feux nocturnes d'une armée d'idées assiégées, immense bivouac d'esprits sur un versant d'abîme. Rien dans l'histoire n'est comparable à ce groupe, à la fois sénat et populace, conclave et carrefour, aréopage et place publique, tribunal et accusé. La Convention a toujours ployé au vent; mais ce vent sortait de la bouche du peuple et était le souffle de Dieu. Et aujourd'hui, après quatre-vingts ans écoulés, chaque fois que devant la pensée d'un homme, quel qu'il soit, historien ou philosophe, la Convention apparaît, cet homme s'arrête et médite. Impossible de ne pas être attentif à ce grand passage d'ombres.

Dans son roman, Victor Hugo imagine un dîner qui n'eut jamais lieu entre trois figures majeures de la Montagne: «Le premier s'appelait Robespierre, le second Danton, le troisième, Marat.» Trois personnages qui se retrouvent au-delà de leurs divergences pour défendre la Révolution contre l'ennemi de l'intérieur, contre l'ennemi de l'extérieur et contre les comploteurs... «Ainsi parlaient ces trois hommes formidables. Querelle de tonnerres.»



O. MAILLART